



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/69/9
12 mars 2013

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante-neuvième réunion
Montréal, 15 – 19 avril 2013

PLAN D'ACTIVITÉS DU PNUE POUR LA PÉRIODE 2013-2015

Les documents de présession du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions pouvant être prises par le Comité exécutif après leur publication.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. Ce document présente un récapitulatif des activités prévues par le PNUE pour éliminer les substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO) durant la période de planification de 2013-2015. Il contient également les indicateurs d'efficacité du plan d'activités du PNUE et des recommandations aux fins d'examen par le Comité exécutif. Le texte descriptif du plan d'activités du PNUE pour la période 2013-2015 est joint au présent document.

2. Le tableau 1 précise, pour chaque année, la valeur des activités inscrites dans le plan d'activités du PNUE selon deux catégories : "requis pour la conformité" ou "non requis pour la conformité".

Tableau 1

AFFECTATION DES RESSOURCES DANS LE PLAN D'ACTIVITÉS DU PNUE, TEL QUE SOU MIS AU COMITÉ EXÉCUTIF (2013-2015) (000 \$US)

Requis/non requis selon le modèle	2013	2014	2015	Total
Requis pour la conformité				
Accords pluriannuels approuvés (incluant les PGEH) et coûts usuels	19 658	17 458	18 719	55 834
PGEH Phase I et préparation de projet	449	212	249	911
PGEH Phase II			393	393
Préparation de PGEH – Phase II	984	402		1 386
Production de HCFC – Phase I	134	134	134	403
Préparation de projet sur la production de HCFC - Phase I	67			67
Non requis pour la conformité				0
Destruction	175			175
Projets d'assistance technique sur les HCFC dans les pays à température ambiante élevée	250			250
Technologie de transition	150	150		300
Bromure de méthyle	120			120
Total	21 988	18 357	19 495	59 840

3. Le PNUE a prévu des activités d'une valeur de 22 millions \$US pour 2013 et d'une valeur totale de 59,8 millions \$US pour la période 2013-2015.

Accords pluriannuels et coûts usuels

4. Le tableau 2 fournit des informations sur les activités des accords pluriannuels, de renforcement des institutions et du Programme d'aide à la conformité (PAC) du PNUE qui sont considérées comme requises pour la conformité dans le cadre du plan d'activités.

Tableau 2

**ACTIVITÉS REQUISES POUR LA CONFORMITÉ DANS LES ACCORDS PLURIANNUELS
ET COÛTS USUELS (2013 à 2015) (000 \$US)**

Requises selon le modèle	2013	2014	2015	Total
Accords pluriannuels approuvés	4 925	2 821	3 168	10 915
PAC	10 187	10 493	10 808	31 488
Renforcement des institutions	4 545	4 144	4 742	13 432
Total (requises pour la conformité dans les accords pluriannuels et coûts usuels)	19 658	17 458	18 719	55 834

5. Le montant associé aux accords pluriannuels pour la période 2013-2015 s'élève à 10,9 millions \$US pour des activités liées aux HCFC. Les montants indiqués par le PNUE pour les accords pluriannuels sont inférieurs de 593 240 \$US aux soldes restants pour ces activités pour la période de 2016 à 2020 selon les registres du Secrétariat du Fonds. Les ajustements proposés par le Secrétariat modifieraient les montants inscrits dans le plan d'activités du PNUE pour les accords pluriannuels afin de correspondre aux registres du Secrétariat du Fonds.

6. Les niveaux de financement pour le renforcement des institutions ont été convenus jusqu'en 2015 par la décision 61/43b). À sa 63^e réunion, le Comité exécutif a décidé de maintenir les niveaux actuels de financement pour le renforcement des institutions aux fins de planification des activités jusqu'au moment où une décision devra être prise sur les niveaux réels (décision 63/5b). Toutefois, les plans d'activités de 2013-2015 contiennent des informations allant jusqu'en 2020.

7. Bien que les niveaux de financement pour le renforcement des institutions et l'échéancier de présentation de ces demandes soient connus, le PNUE a inscrit dans son plan d'activités des montants pour le renforcement des institutions qui diffèrent de 258 177 \$US par rapport aux montants autorisés par la structure de financement actuelle pour la période de 2013 à 2020 et il a inclus également des demandes concernant des années pour lesquelles aucun financement n'est dû. Les ajustements proposés par le Secrétariat modifieraient le plan d'activités du PNUE selon l'échéance des renouvellements des projets de renforcement des institutions en fonction des dernières approbations des demandes de renforcement des institutions et de la structure de financement actuelle.

ACTIVITÉS LIÉES AUX HCFC

Secteur de la production des HCFC

8. Des activités de phase I dans le secteur de la production des HCFC totalisant 403 352 \$US sont inscrites dans le plan d'activités, soit un montant annuel de 134 451 \$US destiné à l'Inde pour la période 2013-2015, avec une préparation de projet correspondante de 67 225 \$US en 2013.

9. À la 66^e réunion, le Comité exécutif a décidé de retirer les activités d'élimination dans les usines mixtes, en attendant la décision du Comité exécutif concernant l'admissibilité de ces usines à un soutien financier, étant entendu que les demandes pour ces activités pourront être réintégrées dans les plans d'activités des agences d'exécution lorsque le Comité exécutif aura convenu des lignes directrices sur le secteur de production (décision 66/5a) v)). Les ajustements proposés par le Secrétariat modifieraient le plan d'activités du PNUE en retirant les activités prévues dans les usines mixtes en Inde.

Phase I de plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) et préparation de projet

10. Le plan d'activités du PNUE inclut une activité, au montant de 74 000 \$US, pour l'élimination de 0,3 tonnes PAO durant la période de 2013 à 2015 dans un pays à faible volume de consommation (PFV) dont la phase I du PGEH n'a pas encore été approuvée. Les ajustements proposés par le Secrétariat limiteraient les niveaux de financement au maximum autorisé prévu pour les PFV, selon la décision 60/44f) xii), pour le secteur de l'entretien à base de HCFC, selon la réduction par rapport à la valeur de référence. Ainsi, le montant total du financement pour ce projet inscrit dans le plan d'activités augmenterait de 124 400 \$US pour la période 2013-2020 (dont 47 946 \$US pour la période 2013 à 2015).

11. Le plan d'activités du PNUE contient aussi trois activités pour des pays qui ne sont pas des PFV, au montant total de 640 010 \$US pour la période 2013 à 2015, ce qui représente une réduction de 34,2 tonnes PAO.

12. Le plan d'activités du PNUE de 2013 comporte une demande pour le Soudan du Sud, un pays dont les données sur la consommation de HCFC n'ont pas été transmises au Secrétariat de l'ozone. Un montant de 100 838 \$US pour la phase I du PGEH est inscrit dans le plan d'activités pour la période 2013-2015 ainsi qu'un montant de 96 050 \$US dans le plan d'activités de 2013 pour la préparation de projet.

Phase II de PGEH et préparation de projet sur les HCFC

13. À sa 63^e réunion, le Comité exécutif a décidé que la préparation de projet pourrait être financée pour les activités de la phase II et incluse dans les plans d'activités de 2012-2014 avant l'achèvement de la phase I (décision 63/5f) i)). Le montant total du financement pour la préparation de projet pour la phase II de PGEH s'élève à 1,4 millions \$US pour la période de 2013 à 2015.

14. Dans ses plans d'activités le PNUE a proposé des montants qui dépassent de 1,2 millions \$US le niveau maximum autorisé pour la préparation de projet concernant des PGEH et des projets d'investissement pour les HCFC selon les décisions 55/13 et 56/16 pour la période de 2013 à 2020 (incluant 95 888 \$US pour la période 2013-2015). Les ajustements proposés par le Secrétariat réduiraient le niveau de financement dans le plan d'activités du PNUE. Les lignes directrices sur la préparation de projet pour la phase I des PGEH qui ont été appliquées aux demandes de préparation de la phase II s'appuyaient sur la consommation de HCFC en 2007 et elles n'ont pas été actualisées pour remplacer les données de consommation de HCFC de 2007 par les valeurs de référence établies pour les HCFC.

Phase II de PGEH dans des PFV

15. Le montant total du financement pour des projets dans le secteur de l'entretien à base de HCFC dans des PFV en vue d'atteindre la réduction de 35 pour cent par rapport à la valeur de référence s'élève à 92 749 \$US pour la période 2013-2015. Le tonnage n'est pas inscrit dans le plan d'activités pour cette période.

16. Les ajustements proposés par le Secrétariat limiteraient les niveaux de financement au maximum autorisé pour les PFV par la décision 60/44f) xii) pour le secteur de l'entretien à base de HCFC selon la réduction de 35 pour cent par rapport à la valeur de référence. Ceci entraînerait une diminution de 8 477 \$US du montant total du financement de ces projets pour la période de 2013 à 2020 (dont 3 815 \$US pour la période 2013-2015).

Phase II pour le secteur de l'entretien à base de HCFC dans des pays qui ne sont pas des PFV

17. Le montant total du financement pour des projets dans le secteur de l'entretien des équipements de réfrigération dans des pays qui ne sont pas des PFV s'élève à 300 000 \$US pour la période de 2013 à 2015. La décision 60/44f xv) établit un seuil de 4,50 \$US/kg. Les ajustements proposés par le Secrétariat limiteraient les niveaux de financement au montant maximum permis de 35 pour cent de la valeur de référence pour le secteur de l'entretien des équipements de réfrigération dans les pays qui ne sont pas des PFV, conformément à la décision et augmenteraient de 823 416 \$US le niveau total du financement de ces projets pour la période de 2013 à 2020 (incluant 404 959 \$US pour la période de 2013 à 2015).

Activités non requises pour la conformité

Activités de destruction des SAO

18. Le plan d'activités du PNUE inclut un montant de 175 127 \$US pour des activités d'assistance technique dans des PFV qui entraîneront la destruction de 10,0 tonnes PAO de SAO.

Activités liées au bromure de méthyle

19. Le plan d'activités du PNUE inclut un montant de 120 000 \$US pour des activités liées au bromure de méthyle qui ne sont pas requises pour la conformité, telles que des ateliers techniques régionaux pour l'adoption durable de technologies de remplacement du bromure de méthyle dans la région de l'Afrique. Le PNUE précise que ce projet fait suite à la recommandation du document sur l'Évaluation des projets sur le bromure de méthyle en Afrique (UNEP/OzL.Pro/ExCom/68/11). Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner si les activités non requises pour la conformité devraient être retirées, maintenues ou maintenues mais rééchelonnées au-delà de 2013 dans l'attente de la résolution des exigences restantes pour la conformité dans les plans d'activités étant donné les restrictions budgétaires qui touchent les activités requises pour la conformité.

Lacunes en matière d'innovation dans les technologies de transition

20. Le plan d'activités inclut aussi un projet d'assistance technique pour combler les lacunes en matière d'innovation dans les technologies de transition afin de susciter l'introduction et la mise en œuvre durables de solutions de remplacement éco-énergétiques à faible potentiel de réchauffement de la planète (PRG) dans le secteur de la réfrigération dans des PFV, au montant total de 300 000 \$US pour la période de 2013 et 2014. Le Secrétariat a suggéré au PNUE de tenir compte du projet de l'"American Society of Heating, Refrigeration and Air Conditioning Engineers" (ASHRAE) et d'envisager la possibilité d'un financement dans le cadre du budget du PAC. Les pays suivants se sont déclarés intéressés à participer à l'étude mondiale : l'Arménie, les Bahamas, le Bhoutan, le Cambodge, la Grenade, le Kirghizistan, la République démocratique populaire lao, Madagascar, les Maldives, le Népal, Samoa, les Iles Salomon, Sainte-Lucie, Tonga, la République unie de Tanzanie et la Zambie. Le PNUE a précisé aussi que des PFV avaient fait part de leur intérêt à travailler dans le cadre de ce projet. Oman qui n'est pas un PFV mais dont 90 pour cent de la consommation se trouve dans le secteur de l'entretien, a fait part de son intérêt également. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner si les activités non requises pour la conformité devraient être retirées, maintenues ou maintenues mais rééchelonnées au-delà de 2013 dans les plans d'activités étant donné les restrictions budgétaires qui touchent les activités requises pour la conformité.

Projets liés aux HCFC dans des pays à température ambiante élevée

21. Le plan d'activités de 2013 inclut aussi un montant de 250 000 \$US pour des projets d'assistance technique dans des pays à température ambiante élevée dans la région de l'Asie occidentale. Ce projet sera mis en œuvre par le PNUE, en collaboration avec l'ONUDI. À sa 66^e réunion, le Comité exécutif a décidé de maintenir le projet dans le plan d'activités de 2012, en ajustant le financement à 250 000 \$US pour l'ensemble du projet (décision 66/5b)). Les ajustements proposés par le Secrétariat réduiraient de 157 817 \$US le niveau du financement pour cette activité. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner si les activités non requises pour la conformité devraient être retirées, maintenues ou maintenues mais rééchelonnées au-delà de 2013 dans les plans d'activités étant donné les restrictions budgétaires qui touchent les activités requises pour la conformité.

Incidence des ajustements effectués en vertu de décisions préalables du Comité exécutif sur les plans d'activités soumis

22. Après avoir apporté les ajustements proposés ci-dessus, le montant total du plan d'activités du PNUE pour la période 2013-2015 s'élève à 60,1 millions \$US, comme il ressort du tableau 3.

Tableau 3

AFFECTATION DES RESSOURCES DANS LE PLAN D'ACTIVITÉS DU PNUE SOUMIS AU COMITÉ EXÉCUTIF, TEL QUE MODIFIÉ EN VERTU DE DÉCISIONS PRÉALABLES DU COMITÉ EXÉCUTIF (2013-2015) (000 \$US)

Requises/Non requises selon le modèle	2013	2014	2015	Total (2013-2015)	Total (2016-2020)	Total après 2020
Requises pour la conformité						
Accords pluriannuels approuvés (incluant PGEH) et coûts usuels	20 172	17 022	19 154	56 348	88 859	593
PGEH Phase I et préparation de projet	497	212	249	959	646	0
PGEH Phase II			794	794	837	
Préparation de PGEH – Phase II	930	360		1 290	4 201	
Non requises pour la conformité				0	0	
Destruction	175			175	0	
Projets d'assistance technique sur les HCFC dans les pays à température ambiante élevée	92			92	0	
Technologie de transition	150	150		300	0	
Bromure de méthyle	120			120	0	
Total	22 136	17 745	20 197	60 078	94 544	593

Indicateurs d'efficacité

23. Le tableau 4 présente un sommaire des indicateurs d'efficacité du PNUE conformément aux décisions 41/93, 47/51 et 49/4d).

Tableau 4

INDICATEURS D'EFFICACITÉ

Élément	Objectifs de 2013
Nombre de programmes annuels d'accords pluriannuels (AP) approuvés par rapport au nombre prévu	40 (soit 80 pour cent de 51 tranches et nouveaux AP pour 2013)
Nombre de projets/activités individuels (projets d'investissement et de démonstration, assistance technique, renforcement des institutions) approuvés par rapport au nombre prévu	45 (soit 80 pour cent de 57 projets dont la proposition est prévue en 2013)
Activités-repères achevées/niveaux de SAO atteints pour les tranches d'accords pluriannuels approuvés par rapport au nombre prévu	3
SAO éliminées par des projets individuels par rapport au nombre prévu dans les rapports périodiques	63,4 tonnes PAO
Achèvement de projets (en vertu de la décision 28/2 pour les projets d'investissement) et selon la définition pour les projets ne portant pas sur des investissements, par rapport au nombre prévu dans les rapports périodiques	37
Projets d'assistance en matière de politiques/règlements terminés par rapport au nombre prévu	100 pour cent des pays dont la liste figure à l'annexe au budget du PAC du PNUE pour 2013 ont reçu ou se sont fait offrir de l'assistance
Rapidité d'achèvement du volet financier par rapport aux exigences des dates d'achèvement inscrites dans les rapports périodiques	Respect des délais
Remise des rapports d'achèvement de projets dans les délais prescrits par rapport aux dates convenues	Respect des délais
Remise des rapports périodiques et des réponses dans les délais prescrits, à moins d'entente contraire	Respect des délais

24. L'objectif du PNUE pour les tranches annuelles des accords pluriannuels devrait être 51. Ce chiffre comprend les tranches annuelles de 46 accords approuvés et 5 nouveaux accords. L'objectif du PNUE pour le nombre de projets individuels approuvés devrait être 57, dont 5 projets d'assistance technique et 52 projets de renforcement des institutions. Le PNUE a indiqué qu'il prévoit réaliser 80 pour cent de son objectif; toutefois l'objectif a toujours été fixé à 100 pour cent pour toutes les agences. L'objectif du PNUE pour les activités-repères achevées pour les accords pluriannuels devrait être 46 pour correspondre au nombre d'accords pluriannuels approuvés. D'après le rapport périodique de 2011, en excluant les projets d'accords pluriannuels, l'objectif d'élimination devrait être de zéro tonne. L'objectif du PNUE pour l'achèvement de projets devrait être 36, soit 2 projets d'assistance technique et 34 projets de renforcement des institutions mais excluant les accords pluriannuels et la préparation de projet.

25. Le tableau 5 présente les indicateurs d'efficacité du PNUE pour son PAC, adoptés dans le cadre de la décision 48/7e).

Tableau 5

INDICATEURS D'EFFICACITÉ POUR LE PROGRAMME D'AIDE À LA CONFORMITÉ DU PNUE

Indicateur d'efficacité	Données	Évaluation	Objectifs de 2013
Efficacité du suivi des réunions thématiques/ de réseaux régionaux	Liste de recommandations émanant des réunions thématiques/de réseaux régionaux en 2011	Taux de mise en œuvre des recommandations de ces réunions à mettre en œuvre en 2012	Taux de mise en œuvre de 90 pour cent
Efficacité du soutien aux Bureaux nationaux de l'ozone dans leurs travaux, notamment l'orientation pour les nouveaux Bureaux	Liste de moyens/méthodes/produits /services innovateurs pour soutenir les travaux des Bureaux nationaux de l'ozone, en précisant ceux destinés aux nouveaux Bureaux	Nombre de moyens/méthodes/produits/ services innovateurs pour soutenir les travaux des Bureaux nationaux de l'ozone, en précisant ceux destinés aux nouveaux Bureaux	<ul style="list-style-type: none"> • 7 de ces moyens, méthodes, produits, services; • Tous les nouveaux Bureaux reçoivent du soutien pour le renforcement des capacités. • 10 pays additionnels présentent des programmes de pays en utilisant le système de transmission des données en ligne du Secrétariat du Fonds multilatéral
Assistance aux pays en situation réelle ou potentielle de non-conformité (selon les décisions de la Réunion des Parties et/ou les données communiquées en vertu de l'article 7 et les analyses de tendances)	Liste des pays en situation réelle ou potentielle de non-conformité qui ont bénéficié de l'assistance du PAC en dehors des réunions de réseaux	Nombre de pays en situation réelle ou potentielle de non-conformité qui ont bénéficié de l'assistance du PAC en dehors des réunions de réseaux	Tous ces pays
Innovations dans la production et la livraison de produits et services d'informations mondiaux et régionaux	Liste des produits et services d'informations mondiaux et régionaux destinés à de nouveaux publics cibles ou qui rejoignent des publics existants par des moyens nouveaux	Nombre de produits et services d'informations mondiaux et régionaux destinés à de nouveaux publics cibles ou qui rejoignent des publics existants par des moyens nouveaux	7 de ces produits et services
Collaboration étroite entre les équipes régionales du PAC, les agences bilatérales et d'exécution travaillant dans les régions	Liste des missions/ initiatives conjointes menées par le personnel régional du PAC et les agences bilatérales et d'exécution	Nombre de missions/ initiatives conjointes	5 dans chaque région

Questions d'orientation

26. Le PNUE a signalé que l'état de la Palestine demande à adhérer aux accords environnementaux multilatéraux. Le PNUE a été avisé que seules les Parties désignées en vertu de l'article 5 sont admissibles à l'aide du Fonds multilatéral. Une fois que ces Parties ont ratifié le Protocole de Montréal,

des activités peuvent être soumises au Comité exécutif sans qu'il soit nécessaire qu'elles aient été inscrites dans des plans d'activités.

Ajustements des plans d'activités

27. Après la présentation de son plan, le PNUE a indiqué que des fonds pour la préparation de projet de la phase II du PGEH de Kiribati devraient être inclus dans son plan d'activités, au montant de 22 600 \$US durant l'année 2018.

RECOMMANDATIONS

28. Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

- a) Prendre note du plan d'activités du PNUE, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/69/9;
- b) Approuver les indicateurs d'efficacité du PNUE présentés dans les tableaux 4 et 5 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/69/9, tout en fixant des objectifs de 51 tranches annuelles pour des accords pluriannuels approuvés, 57 projets individuels approuvés, zéro tonne PAO pour les SAO éliminées à travers des projets individuels, 36 projets achevés et 46 activités-repères achevées dans les accords pluriannuels; et
- c) Ajouter des fonds pour la préparation de projet de la phase II du PGEH de Kiribati, au montant de 22 600 \$US durant l'année 2018.

Annexe I

UNEP 2013-2015 BUSINESS PLAN
PRESENTED TO THE
69TH MEETING OF THE EXECUTIVE COMMITTEE
OF THE MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION
OF THE MONTREAL PROTOCOL

18 FEBRUARY 2013

UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME

TABLE OF CONTENTS

EXECUTIVE SUMMARY	3
I. METHODOLOGY	3
II. MULTILATERAL FUND TARGETS	4
A. OBJECTIVES OF THE THREE-YEAR BUSINESS PLAN	4
B. RESOURCE ALLOCATION	5
III. PLANNED BUSINESS PLAN ACTIVITIES.....	6
A. NATIONAL LEVEL.....	6
B. REGIONAL LEVEL	6
C. GLOBAL LEVEL.....	7
D. NEW PROJECT TYPES.....	7
IV. PERFORMANCE INDICATORS.....	8
V. POLICY, ADMINISTRATIVE AND FINANCIAL ISSUES.....	10
ANNEX I: PROJECTS PLANNED FOR SUBMISSION 2013-2015	11
ANNEX II: REGIONAL LOGICAL FRAMEWORK ANALYSES FOR 2013	17

EXECUTIVE SUMMARY

The United Nations Environment Programme (UNEP) is submitting this document for the consideration to the 69th meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol. The document presents UNEP's three-year rolling Business Plan for its Montreal Protocol-related activities covering the years 2013-2015. It comprises:

- Narrative.
- Annex I: Projects planned for submission 2013-2015.
- Annex II: Regional logical framework analyses for 2013.

The focus and orientation of UNEP's work under this Business Plan continues to be defined by the evolving needs of countries operating under Article 5 of the Protocol ("Article 5 countries") as they progress in their implementation of the Montreal Protocol, and as they meet and sustain compliance with specific obligations. Through the activities identified in this Business Plan, UNEP will assist the countries with implementing their HCFC phase-out responsibilities including preparation for the 2015 and subsequent reduction steps, the methyl bromide phase out in 2015, and sustaining compliance with ozone depleting substance (ODS) phase out targets already met.

UNEP will achieve its Business Plan objectives by a combination of compliance assistance services delivered as per the 2013 Compliance Assistance Programme (CAP) Budget, as well as the ongoing and planned national, regional and global projects detailed in this Business Plan. The latter project services include HPMP preparation and implementation (both Stages I and II), Institutional Strengthening, ODS destruction preparation and technical assistance, Methyl bromide technical assistance, HCFC production sector technical assistance, and other technical assistance.

UNEP is planning project submissions over the next three years as follows: US\$ 21,988,390 for 2013, US\$ 18,356,615 for 2014, and US\$ 19,494,910 for 2015, all inclusive of the respective annual CAP budgets and programme support costs (PSC).

For 2013, UNEP will prepare and submit 120 projects to the Executive Committee, including new projects, planned tranches of previously-approved multi-year agreements (MYAs), and the annual CAP Budget for the year 2014.

This Business Plan also proposes performance indicators for UNEP for 2013.

I. METHODOLOGY

This section describes the methodology, consultations, guidance and inputs UNEP used when developing this Business Plan:

- During the second half of 2012, UNEP consulted with National Ozone Units (NOUs) in Article 5 countries on their countries' 2013-2015 business planning needs, through dialogues during meetings of Regional Networks of Ozone Officers as well as via direct contact with NOUs.
- UNEP reviewed and drew experiences gained from implementation of its 2012-2014 Business Plan (UNEP/OzL.Pro/ExCom/66/10), taking into account new trends and emerging developments. UNEP also considered the programmatic direction and activities included in its approved 2013 CAP Budget (Decision 68/18).
- UNEP used the Multilateral Fund's the 2013-2015 model rolling three-year phase-out plan (UNEP/OzL.Pro/ExCom/67/7) endorsed by the Executive Committee meeting (Decision 67/6) as a guidance document for resource planning for the triennium and identification of countries requiring assistance.
- UNEP also followed the guidance provided by the Multilateral Fund Secretariat during the Inter-Agency Coordination Meeting held in Montreal from 30 January- 1 February 2013.
- UNEP consulted with the other Implementing Agencies and bilateral agencies to increase collaborative and mutually-supportive initiatives and to avoid duplication of effort.
- UNEP considered *inter alia* the following major decisions as guidance for this Business Plan:

Issue	Decision
<i>Executive Committee</i>	
Consolidated Business Plan 2012-2014	66/5
UNEP Business Plan 2012-2014	66/8
ODS disposal demonstration projects not submitted to 66 th meeting	66/18
2012-2014 Business Plans and tranche submission delays	67/4
Updated model rolling three-year phase out plan 2013-2015	67/6
2013 CAP Budget	68/18
<i>Meeting of the Parties</i>	
Requests for the revision of baseline data by Algeria, Ecuador, Equatorial Guinea, Eritrea, Haiti, the Niger, the former Yugoslav Republic of Macedonia and Turkey	XXIV/16

II. MULTILATERAL FUND TARGETS

A. OBJECTIVES OF THE THREE-YEAR BUSINESS PLAN

The focus and orientation of UNEP's work continues to be defined by the evolving needs of Article 5 countries as they progress in their implementation of the Montreal Protocol, and as they meet and sustain compliance with specific obligations.

Through decision 68/18, the Executive Committee approved UNEP's 2013 CAP Budget (UNEP/OzL.Pro/ExCom/68/20) which details UNEP's vision and approach for CAP in 2013. Following that approach, UNEP will provide four tracks of assistance to Article 5 countries:

- Track 1: Enhance the capacity of Article 5 countries for implementing new responsibilities related to the HCFC phase-out.

- Track 2: Assist Article 5 countries to meet the complete phase out of methyl bromide in 2015 and ensure sustainable compliance with phase out targets already met.
- Track 3: Strengthen the capacity of Article 5 countries to ensure sustainable compliance of phase out targets already met.
- Track 4: Promote awareness, knowledge sharing and capacity building about substitutes and alternatives that minimize other impacts on the environment, including on the climate, in support of MOP Decision XIX/6.

Following the discussions of this four-track approach during the 68th Executive Committee meeting, UNEP will place emphasis in 2013 on activities that support tracks 1, 2 and 4, including through this Business Plan.

Through the approved 2013 CAP Budget, UNEP is providing *inter alia* 501 country-specific special compliance services, the operation of 10 Regional/sub-regional Networks of Ozone Officers, facilitation of South-South cooperation, assistance with regional awareness activities, and provision of global Information Clearinghouse and capacity building services.

The 2013 Budget document indicated the services and activities planned by UNEP in 2013 for implementation by the CAP teams based in the regions and in Paris. For the regional CAP teams, it identified in detail the priorities and challenges for each, i.e. Africa, Asia and the Pacific, Europe and Central Asia, Latin America and the Caribbean, and West Asia. The Budget also included a complete country-wise list of special compliance assistance activities that the Regional CAP teams committed to delivering in 2013. For the Paris CAP team, the Budget document provided an explicit list of projects and services to be implemented in 2013 by the respective Paris-based teams, i.e. global information, communication and education services; eKM (electronic knowledge management); and capacity building.

The Budget also included a summary of year-to-date CAP achievements in 2012.

In addition to the compliance assistance services and activities being undertaken in 2013 through the CAP Budget approval, UNEP also proposes to deliver the following projects through this 2013-2015 Business Plan.

B. RESOURCE ALLOCATION

During this Business Plan period, UNEP plans to prepare and submit for approval the projects as detailed in Annex I: Projects planned for submission 2013-2015. UNEP's proposed resource allocation plan for these projects is as follows:

Project	Type	Value (US\$ inclusive of PSC)		
		2013	2014	2015
HPMP preparation	PRP	1,147,595	401,844	0
HPMP implementation	PHA	5,278,528	3,033,362	3,810, 211
Institutional strengthening	INS	4,545,330	4,143,978	4,742,479
ODS destruction preparation	PRP	0	0	0
ODS destruction technical assistance	TAS	175,127	0	0
Methyl bromide technical assistance	FUM	120,000	0	0

Project	Type	Value (US\$ inclusive of PSC)		
		2013	2014	2015
HCFC production sector technical assistance	TAS	134,451	134,451	134,451
Other technical assistance	PRP, TAS	400,000	150,000	0
Compliance Assistance Programme	TAS	10,187,359	10,492,980	10,807,769
<i>Total</i>		<i>21,988,390</i>	<i>18,356,615</i>	<i>19,494,910</i>

III. PLANNED BUSINESS PLAN ACTIVITIES

This section describes costed projects at the national, regional and global levels proposed by UNEP in the 2013-2015 Business Plan period. All of the projects are included in Annex I.

A. NATIONAL LEVEL

Through this Business Plan, UNEP plans to deliver the following projects at the national level during 2013-2015:

- HPMP project preparation and implementation. During 2013-2015, UNEP will also assist seven Article 5 countries with the preparation of their HPMPs (either Phase I or Phase II) in accordance with Executive Committee policies and guidelines. UNEP will also assist Article 5 countries with the implementation of the non-investment components of the HPMPs (both Stage I and II), in cooperation with other Implementing Agencies and bilateral agencies. In total, during this Business Plan UNEP will be the lead agency in 71 countries for the HPMPs and cooperating agency in 28 others.
- Institutional Strengthening projects. UNEP provides 105 countries (of which 89 are classified as either LVCs or VLVCs) with ongoing technical assistance and administrative support for the implementation of their IS projects, including the submission of IS renewals and assistance with activities covered by these projects. UNEP will submit such projects as per the appropriate timing and when all the necessary pre-conditions have been met (e.g. disbursement rate, reporting obligations). This service is performed as part of CAP services, with 0% PSC to UNEP.
- New project types. There are several new projects included in this Business Plan that are described in more detail in section III D.
- Residual CFC phase out projects. Though there are no new CFC-related projects added to this Business Plan, UNEP will continue to assist a small group of countries to implement the final tranches of their National Phase-out Plans (NPP) and Total Phase out Management Plans (TPMPs).

B. REGIONAL LEVEL

Through this Business Plan, UNEP plans to deliver the following projects at the regional level during 2013-2015:

- Africa - Regional technical workshops for sustainable adoption of methyl bromide alternative technologies;
- Eastern Europe, Caucasus and Central Asia - Regional disposal project - LVCs in Europe and Central Asia; and
- West Asia - Technical assistance in promoting alternatives to HCFC in air conditioning sectors in high-ambient temperature countries.

C. GLOBAL LEVEL

Through this Business Plan, UNEP plans to deliver the following projects at the global level during 2013-2015:

- Bridging technology innovation gaps to generate sustainable introduction and implementation of low-GWP alternatives in the refrigeration sector in LVCs.

D. NEW PROJECT TYPES

UNEP is planning to submit the following projects during the 2013-2015 period. As these types of project have not been previously proposed by UNEP before for the consideration of the Executive Committee, the following provide additional details about their objective:

Project	Objective and main activities
Regional technical workshops for sustainable adoption of methyl bromide alternative technologies	This project aims to address and follow up on the recommendations of the Multilateral Fund's evaluation of methyl bromide projects in Africa (UNEP/OzL.Pro/ExCom/68/11) conducted in 2012. It proposes to do so by addressing the critical areas impeding methyl bromide phase-out as identified by the evaluation and thus contributing to the 100% phase out of methyl bromide in Africa prior to 1 January 2015. The project targets specific countries for assistance on relevant technological, economical, regulatory and policy measures necessary for achieving sustainable methyl bromide phase-out in the countries which are still dependent on use of that ODS for non-QPS sectors, i.e. Egypt, Kenya, Morocco, Sudan and Zimbabwe.
India HCFC production sector phase-out – Technical assistance component	This project aims to strengthen the local capacity of the industry sector through technical assistance, training programmes, institutional strengthening activities, public awareness campaigns, etc. to support the introduction of alternative green technologies. It will assist in building technical and managerial capacity to ensure an efficient and timely phase out at the national level.
Regional disposal project - LVCs in Europe and Central Asia	This project aims to demonstrate that a regional approach can be a cost efficient and sustainable solution for ODS waste disposal, particularly in LVCs. The project will cover the disposal of 43.22 metric tonnes of ODS waste over a period of two years. This amount of ODS waste has already been collected or will be available during the implementation period as a result of well-documented on-going collection initiatives. The project strategy consists of four components: Component N1 (ODS aggregation at the national level); Component N2 (Transportation and disposal of the ODS stocks in an appropriate licensed destruction facility within the European Union); Component N3 (Establishment of a Regional Cooperation Forum); Component N4 (Awareness raising, training and monitoring).
Technical assistance in	This project aims to facilitate the technology transfer and experience exchange of

Project	Objective and main activities
promoting alternatives to HCFC in air conditioning sector in high-ambient temperature countries	low-GWP energy efficient alternatives in the air-conditioning sectors in high-ambient temperature countries, promote the decision making to move towards such alternatives, encourage the development of local/regional standards that ease the introduction of hazardous alternatives and ensure the share of information about demonstration projects, implemented by other bilateral and implementing agencies, amongst the concerned parties.
Bridging technology innovation gaps to generate sustainable introduction and implementation of low GWP energy efficient alternatives in the refrigeration sector in LVCs	This project aims to strengthen the capacity of LVCs for introducing and sustaining implementation of low GWP energy efficient alternatives in the refrigerator sector in a select number of countries. The project also aims to identify policies, measures and mechanisms to create a favorable environment that facilitates and exploits innovation and entrepreneurship to meet challenges associated with low GWP energy efficient alternatives in the refrigeration sector.

IV. PERFORMANCE INDICATORS

UNEP expects that the services, activities and projects identified in the approved 2013 CAP Budget and the proposed 2013-2015 Business Plan will result in:

- Improved capabilities and technical skills of NOUs staff to effectively carry out approved phase-out programmes and thus ensure sustained compliance;
- Countries in non-compliance received necessary support enabling swift return to compliance;
- Increased high level political commitment to the ozone agreements;
- ODS phase-out obligations mainstreamed into national environmental strategies/policies;
- Early action taken by countries on the HCFC phase out due to HPMP preparation and information services.
- Increased number of Parties to the Montreal Protocol Amendments;
- Enhanced awareness of users and other relevant stakeholders of forthcoming reductions in ODS supply and availability of viable alternatives;
- All client countries reported Article 7 data by established deadlines and quality of reported data improved;
- Majority of client countries submitted outstanding reports on implementation of their Country Programmes to the Multilateral Fund Secretariat;
- Improved and enforced ODS related legal instruments particularly the addition of HCFCs to licensing systems and initiation of HCFC quota systems;
- NOUs provided with best available information that enable them to make decisions on alternative technologies, sound approaches and methodologies;
- Broadened and strengthened regional cooperation in the implementation of the ozone treaties;
- Increased number of countries benefiting from direct country-to-country assistance;
- Concerted actions taken at national and regional levels to combat illegal trade in ODS;
- Improved access to ODS-related technical information and enhanced experience exchange;
- Indirect support provided for the implementation of investment projects through strengthened institutional and legal frameworks.

Taking into account Executive Committee Decision 41/93 which approved indicators to allow for the evaluation of the performance of all implementing agencies, as well as Decision 66/8 which approved additional indicators specific to UNEP for the last business planning cycle, for 2013 UNEP proposes to use the following performance indicators:

TABLE 1: PERFORMANCE INDICATORS APPLICABLE TO ALL AGENCIES

Item	Weight	UNEP's target for 2013
Number of annual programmes of multi-year agreements approved versus those planned (new plus tranches of ongoing MYAs).	20	40 (i.e. 80% of 51 tranches and new MYAs planned for 2013)
Number of individual projects/activities (investment projects, RMPs, halon banks, TAS, institutional strengthening) approved versus those planned	20	45 (i.e. 80% of 57 projects planned for submission in 2013)
Milestone activities completed/ODS levels achieved for approved multi-year annual tranches versus those planned	20	3
ODS phased-out for individual projects versus those planned per progress reports	5	63.4 ODP tonnes
Project completion (pursuant to decision 28/2 for investment projects) and as defined for non-investment projects versus those planned in progress reports	5	37
Number of policy/regulatory assistance completed versus that planned	10	100% of countries listed in the annex of UNEP's 2013 CAP Budget either received assistance or assistance was offered
Speed of financial completion versus that required per progress report completion dates	10	On time
Timely submission of project completion reports versus those agreed	5	On time
Timely submission of progress reports and responses unless otherwise agreed	5	On time

TABLE 2: PERFORMANCE INDICATORS APPLICABLE TO UNEP'S COMPLIANCE ASSISTANCE PROGRAMME

Performance Indicator	Data	Assessment	UNEP's target for 2013
Efficient follow-up to regional network/thematic meetings	List of recommendations emanating from 2012 regional network/thematic meetings	Implementation rate of those meeting recommendations that are to be implemented in 2013	90 % implementation rate
Effective support to NOUs in their work, particularly guidance to new NOUs	List of innovative ways/means/products/services for supporting NOUs in their work, with specification of those destined for new NOUs	Number of innovative ways, means, products, services for supporting NOUs in their work, with specification of those destined for new NOUs	7 such ways, means, products, services; All new NOUs receive capacity building support. 10 additional countries submit CP reports using the Multilateral Fund Secretariat's online data reporting system.

Performance Indicator	Data	Assessment	UNEP's target for 2013
Assistance to countries in actual or potential noncompliance (as per MOP decisions and/or as per reported Article 7 data and trend analysis)	List of countries in actual or potential on compliance that received CAP assistance outside the network meetings	Number of countries in actual or potential non-compliance that received CAP assistance outside the network meetings	All such countries
Innovations in production and delivery of global and regional information products and services	List of global and regional information products and services destined for new target audiences or that reach existing target audiences in new ways	Number of global and regional information products and services destined for new target audiences or that reach existing target audiences in new ways	7 such products and services
Close cooperation between CAP regional teams and Implementing and bilateral agencies working in the regions	List of joint missions/undertakings of CAP regional staff with Implementing and bilateral agencies	Number of joint missions/undertakings	5 in each region

In addition to these UNEP-specific performance indicators, this Business Plan also includes in Annex II the Logical Framework Analyses (LFAs) developed by the Regional CAP teams for 2013.

In the interest of further streamlining the Business Planning and CAP budget development processes, starting from the 2014 CAP Budget cycle, UNEP proposes to move the LFAs from the Business Plan to the CAP Budget document.

V. POLICY, ADMINISTRATIVE AND FINANCIAL ISSUES

The Sixty-seventh session of the United Nations General Assembly approved Palestine's non-Member Observer State status on 29 November 2012 through resolution 67/19. Following that approval, Palestine is seeking to join multilateral environmental agreements and has already sought advice from UNEP about joining and implementing the ozone protection treaties. UNEP CAP will facilitate Palestine's communication with the Ozone Secretariat to clarify any legal issues concerning the ozone treaties, and provide the required assistance to prepare the Country Programme and phase-out projects, at the appropriate time.

ANNEX I: AVAILABLE UPON REQUEST